

Ville de Meyzieu



Direction des services techniques
de l'urbanisme et du cadre de vie
Pôle urbanisme

SCI 3R
18-20, Place de la Madeleine
75008 PARIS
à l'attention de Monsieur Jean De Beaufort

Affaire suivie par PAGONAKIS Diana - ☎ 04.72.45.18.21 - ✉ diana.pagonakis@meyzieu.fr
PC n° 69 282 19 0029

Monsieur

J'ai le plaisir de vous faire parvenir l'autorisation faisant suite à la demande de permis de construire que vous aviez sollicitée sur une parcelle située avenue Lionel Terray à Meyzieu.

Je vous rappelle que vous devez dès réception procéder à l'affichage de cette décision sur le terrain, et ce, pendant toute la durée du chantier. Cet affichage doit permettre aux tiers d'identifier facilement votre dossier et doit respecter l'article A 421-7 du Code de l'Urbanisme : l'affichage du permis de construire sur le terrain est assuré par les soins du bénéficiaire du permis de construire sur un panneau rectangulaire dont les dimensions sont supérieures à 80 centimètres.

Ce panneau indique le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale dudit bénéficiaire, la date et le numéro du permis, la nature des travaux, et s'il y a lieu, la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction exprimée en mètres par rapport au sol naturel et l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté.

Le panneau comporte en outre, la mention selon laquelle le délai de recours a été modifié par l'article R 490-7 du Code de l'Urbanisme. Ces renseignements doivent demeurer lisibles de la voie publique pendant toute la durée du chantier.

Je vous rappelle également les termes du décret 79-492 du 13 juin 1979 (article R. 324-1 du Code du Travail), proscrivant l'affichage sur le chantier, du nom, de la raison sociale et de l'adresse de tout entrepreneur travaillant sur la chantier.

Mes services sont à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Vous souhaitant bonne réception de la présente,

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Meyzieu, le 15 MAI 2019

Le maire,



Christophe QUINIOU

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ville de Meyzieu



19 / 08 15

Permis de construire

Numéro :

PC 069 282 19 00029

du registre de la Mairie

LE MAIRE DE MEYZIEU

Vu la pétition du 17/04/2019 affichée en mairie le 19/04/2019

Adressée par

SCI 3R

18 - 20 Place de la Madeleine

75008 PARIS

représenté par Monsieur Jean DE BAUFORT

Concernant

Construction d'un bâtiment d'activités et de bureaux
(démolition d'un hangar)

Destination

Artisanat - Bureaux

Surface de plancher

9900,00 m²

Adresse du terrain

Avenue Lionel Terray
à Meyzieu

Références
cadastrales

CC 49 – CC46 - CC 47 – CA 51 – CC 51

ACCORD

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) approuvé le 11/07/2005 et ses modifications en vigueur ;

Vu l'avis de la D.D.E. - subdivision des bases aériennes du 21 janvier 2008 ;

Vu le projet et les plans déposés le 17/04/2019 et complétés le 6 mai 2019 ;

Vu l'avis d'ENEDIS ;

Vu l'avis du SYTRAL en date du 9 mai 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008- 5539 du 18 novembre 2008 instaurant des périmètres de protection des servitudes des installations de captage dans le plan d'eau du Lac des Eaux Bleues ;

ARRÊTE

Article 1 : Le Permis de Construire EST ACCORDÉ SOUS LES RESERVES SUIVANTES :

✓ **Intégration du projet :**

La couleur et les matériaux utilisés en toiture et façades seront en harmonie avec ceux l'environnement naturel et bâti.

✓ **Voies bruyantes :**

Selon les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2009-3507, les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux dispositions des articles R. 571-32 à R. 571-43 du Code de l'Environnement et R. 111-23-1 à R. 111-23-3 du Code de la Construction et de l'Habitation.

✓ Les prescriptions émises par la D.D.A.S.S, dans l'arrêté préfectoral ci-joint, seront dûment respectées.

RACCORDEMENT AU RESEAU DE DISTRIBUTION COURRIER :

Le document, ci-joint, sera dûment complété et retourné à votre Centre Courrier :
18, avenue Lucien Buisson
69881 MEYZIEU CEDEX

I.C.P.E.

Le projet est soumis aux I.C.P.E. (récépissé de déclaration initiale d'une installation classée : document joint au permis de construire).

SECURITE

Les prescriptions relatives à la protection contre l'incendie dans les établissements soumis au Code du Travail, document ci-joint, seront respectées.

AVIS SYTRAL

Les observations et prescriptions, émises par le SYTRAL, dans le document ci-joint, seront strictement respectées.

ENEDIS

La puissance de raccordement pour laquelle ce dossier a été instruit est de 1486 Kva .

ASSAINISSEMENT

Avis favorable au regard des éléments du dossier qui font apparaître un raccordement eaux usées à un réseau public d'assainissement situé *avenue Lionel Terray*.

Les équipements permettant le raccordement des constructions au réseau public d'assainissement sont à la charge financière exclusive du pétitionnaire (art. L. 332-15 du code de l'urbanisme et article L. 1331-2 du code de la Santé Publique) ; vous devez effectuer une demande de branchement auprès de la direction adjointe de l'Eau. La partie privative de ce branchement sera réalisée par le pétitionnaire conformément aux normes et règlements en vigueur.

Tous les ouvrages d'assainissement dont l'émergence est sous le niveau de la chaussée doivent être raccordés au réseau d'assainissement par l'intermédiaire d'une pompe de relevage.

Avis favorable pour les eaux pluviales.

Le projet étant situé dans une zone de protection de captage d'eau potable, les eaux pluviales de toiture sont gérées par un dispositif de gestion superficielle des eaux pluviales (noues, tranchées drainantes ...) afin d'augmenter la distance de filtration entre le rejet et la nappe. Leur évacuation par puits perdu ou puits d'infiltration est proscrite. Les eaux pluviales de voirie qui sont imperméabilisées (circulation, aire de retournement, parking...) seront rejetées au réseau public à débit limité à 3l/s (réseau séparatif) situé *avenue Lionel Terray*.

La direction de l'Eau instruit la demande au titre du Code de l'urbanisme.

Le pétitionnaire doit s'assurer de la conformité de la demande au titre du Code de l'Environnement.

Vous devez informer la direction de l'Eau de tout projet de démolition afin que le service procède au tamponnement du branchement.

Le raccordement des eaux de source au réseau public est interdit.

La participation financière pour l'assainissement collectif (P.F.A.C) est due :

- pour tout raccordement au réseau public quel que soit le moyen d'accès à ce réseau
- pour toute extension ou réaménagement d'immeuble.

La délibération n° 2017-1908 du 10 avril 2017 du conseil de Métropole fixe les modalités d'application de cette participation. Pour toute question, vous pouvez contacter le service « relations clientèle » à la direction de l'Eau au 04.78.95.67.01

Afin d'éviter le reflux des eaux d'égout lors de l'élévation exceptionnelle de leur niveau jusqu'à celui de la voirie publique, les installations intérieures seront réalisées conformément aux prescriptions des articles 44 et 62 du Règlement Sanitaire Départemental et le règlement de service public d'assainissement.

Pour le raccordement de votre opération au réseau public d'assainissement, vous devez respecter le règlement du service public d'assainissement disponible sur le site www.grandlyon.com

EAU

Avis favorable au regard des éléments du dossier qui font apparaître un raccordement sur la canalisation publique d'eau potable existant au droit du terrain, situé *avenue Lionel Terray*.

Les équipements propres (art. L. 332-15 du code de l'urbanisme) permettant le raccordement au réseau public d'eau potable sont financièrement à la charge du demandeur. Une partie des travaux de raccordement (se reporter au règlement du service public de l'Eau) est réalisée à titre exclusif par l'exploitant au service de l'Eau puis facturée au demandeur, conformément audit règlement de service.

Pour le raccordement de votre opération au réseau public d'eau potable, vous devez respecter le règlement du service public d'eau disponible sur le site www.grandlyon.com

Le branchement «eau potable » doit être mis hors service lors de la démolition du bâtiment.

En cas d'absence ou d'insuffisance des points d'eau mis à disposition du SDMIS, le projet doit prévoir l'ensemble des moyens (équipements propres) nécessaires pour répondre au risque d'incendie.

VOIRIE

Au vu des pièces du dossier, avis favorable.

Le pétitionnaire devra faire une demande d'entrée charretière ou de ponceau à Métropole de Lyon – Direction des Territoires Services Urbains
20, rue du lac – CS 33569 - 69505 Lyon cedex 03

La pente de l'accès doit être inférieure à 5 centimètres par mètre (5%) sur 5 mètres par rapport à l'alignement.

Le pétitionnaire se rapprochera de la Direction de la Voirie pour vérifier l'adéquation des niveaux du bâtiment avec le projet de voie (ou avec la voie existante). Le projet

altimétrique établi par la direction de la voirie précise que les niveaux à l'alignement sont maintenus ou relevés ou abaissés.

Tous travaux de génie civil ou de mobilier dans l'emprise publique seront à la charge du pétitionnaire et des propriétaires conformément au Règlement de Voirie.

Les coordonnées de l'interlocuteur sont :

Monsieur François VUAILLAT

Territoire Services Urbains Est – Subdivision Voirie V.T.P.E.

2, rue Léo Lagrange – 69500 BRON

Tél. 04.69.64.5140 – Fax : 04.26.99.30.44

PROPRETE

les collectes des ordures ménagères et sélectives s'effectueront en bacs roulants normalisés, en bordure de voie publique : *avenue Lionel Terray*.

La Métropole de Lyon a la compétence de collecte et de traitement des déchets des ménages. Les déchets non ménagers sont collectés, s'ils sont de même nature et dans les mêmes proportions que ceux d'un ménage, soit 840 litres par semaine par Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (T.E.O.M.) ce qui correspond sur Meyzieu, à un bac gris de 340 litres collecté 2 fois par semaine et un bac vert pour les déchets recyclables de 180 litres collecté 2 fois.

Tout volume supplémentaire devra être collecté par un prestataire privé, ce à la charge du pétitionnaire.

Toutes les dispositions devront être prises pour respecter l'arrêté de Monsieur le Maire de Meyzieu.

TAXES

La Taxe d'Aménagement (T.A.) est exigible dans les communes de la Communauté Urbaine de Lyon au taux de 4,5 % pour la part communautaire (délibération n°2012- 3340 du conseil communautaire du 12 novembre 2012) et au taux de 2,5 % pour la part départementale (délibération n°025 du conseil général du 30 septembre 2011).

La Redevance d'Archéologie Préventive (RAP) est due, pour les travaux projetés affectant le sous-sol conformément aux articles L. 524-2 et suivants du Code du Patrimoine. Son taux est fixé à 0,4 % ; ses bases de calcul sont les mêmes qu'en matière de Taxe d'Aménagement.

Article 2 : Le projet devra strictement respecter les prescriptions édictées dans les avis susvisés.

Meyzieu, le 15 MAI 2013

le Maire,



Christophe QUINIOU

La présente décision est transmise au Représentant de l'État dans les conditions prévues aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Elle est exécutoire à compter de sa réception.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE CHARGÉ
DE L'URBANISME

Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire ou de permis d'aménager

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire ou d'aménager. Le délai d'instruction de votre dossier est de TROIS MOIS et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

- Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :
 - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
 - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier;
 - soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.
- Si vous recevez une telle lettre avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.
- Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié. Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux¹ après avoir :
 - adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>);
 - affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt;
 - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.
- Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :
 - dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
 - dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

1 Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(à remplir par la mairie)

Cachet de la mairie :

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° 069 282 19 00029

déposée à la mairie le :

par : SCI 3 R Monsieur DE BEAUFORT Jean

fera l'objet d'un permis tacite² à défaut de réponse de l'administration trois mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

MAIRIE DE MEYZIEU

17 AVR. 2019

DIRECTION DES STUCV

2 Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.